

La diffusion du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

Appel de Paris : nous ne paierons pas la crise !

Ce texte a été adopté à l'issue de la rencontre syndicale internationale qui s'est tenue, à Paris, le 10 avril, sur l'initiative de la CGT d'Espagne et de Solidaires. Souhaitons que cela marque la relance d'un travail syndical européen, concret et débouchant sur des luttes internationales. Le réseau qui se met en place reste ouvert à d'autres forces syndicales.

La « crise » marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Il était comique, l'an dernier, de voir ceux qui, comme tous nos gouvernants, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat. Mais s'ils étaient pour que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : *« socialiser les pertes et privatiser les profits »*.

Ainsi des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés, sans discuter, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements ; patrons et gouvernements sont bien décidés à continuer de s'attaquer aux droits sociaux des salarié-e-s, notamment en matière de protection sociale, de droit du travail, de conditions de travail, et de santé au travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-e-s en prônant dans chaque pays l'unité derrière la politique gouvernementale pour essayer de faire passer la pilule. La xénophobie, le racisme sont des fléaux que nous combattons. Syndicalistes, nous construisons la solidarité internationale des travailleurs/ses pour leur répondre !

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour !

- ➔ Pour assurer le droit au travail pour tous et toutes, en développant les emplois socialement utiles, et en répondant aux besoins collectifs.
- ➔ Pour empêcher les plans « sociaux », les licenciements, la précarité (sous-traitance, contrats à durée déterminée, temps partiel imposé, entreprise de travail temporaire ...)
- ➔ Pour garantir les prestations sociales et salariales aux chômeurs et chômeuses, et aux catégories sociales particulièrement affectées par la crise (femmes, immigré-e-s, jeunes, ...)
- ➔ Pour des droits sociaux harmonisés par le haut, afin que cesse le dumping social : salaires, pensions de retraite, indemnités de chômage, minima sociaux ...
- ➔ Pour défendre et développer les services publics, accessibles à tous et toutes : santé, éducation, culture, dépendance, transports, eau, énergie...
- ➔ Pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite.
- ➔ Pour que les ressources et la richesse soient distribuées de façon solidaire.



- Pour que les riches, les chefs d'entreprise, les dirigeants, ... contribuent par des impôts progressifs : qui gagne le plus doit payer le plus d'impôts. Il faut répartir la richesse.
 - Pour le droit au logement et l'alimentation saine.
 - Pour garantir les droits des migrant-e-s.
 - Pour l'égalité entre hommes et femmes.
- Pour que nous changions vraiment de modèle de production, de distribution et de consommation, en créant des emplois dans ce qui a de la valeur pour la collectivité : dans l'éducation, dans les crèches, dans les écoles maternelles, à la campagne, dans le bien-être social, dans les soins à la personne, dans des technologies ni agressives ni polluantes, dans des réseaux de transport public...
- Ensemble, nous participerons au contre-sommet organisé à l'occasion de la venue des Chefs d'Etats européens et d'Amérique latine, et à la manifestation du 16 mai à Madrid.
 - Ensemble, nous participerons au contre-sommet qui se tiendra à Barcelone, du 4 au 6 juin, face au sommet des chefs d'Etat euro-méditerranéens.
 - Ensemble, nous prendrons d'autres initiatives à l'automne.
 - Ensemble, nous participerons aux marches européennes contre le chômage et la précarité, notamment à l'assemblée européenne des chômeurs/ses le 16, et à la manifestation internationale, le 17 octobre à Bruxelles.

Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires sont organisés internationalement : le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la famine d'une partie de la planète, ... Nous entendons avancer dans la mise en place d'un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme, le libéralisme. **Partout, développons et coordonnons les luttes sociales, et construisons la résistance commune au niveau européen ! Face à la crise du système capitaliste, la grève générale est nécessaire. Nous voulons la construire !**

Maroc : nouvelles attaques contre les travailleurs de SMESI

Depuis juillet 2009, les 850 travailleurs licenciés abusivement par SMEIS (filiale 100% de l'Office Chérifien des Phosphates, géant étatique), sont en lutte pour leurs légitimes droits, à savoir la réintégration la régularisation de leur situation, le respect de la liberté syndicale et cela, sur la base de législation en vigueur (malgré les tares dont elle souffre). Les ouvriers sont amaigris, les femmes en désarroi, les enfants déscolarisés, les bébés et les vieux/vieilles meurent de faim, du froid...Des dizaines de familles se disloquent. C'est un véritable drame social dont la responsabilité incombe totalement à l'OCP et l'Etat marocain.

Le 20 avril, des centaines d'ouvriers accompagnés de leurs familles se sont rassemblé-e-s à Hattane (village ouvrier situé à une quinzaine de kms de Khouribga). Des dizaines d'ouvriers ont investi l'usine de séchage du phosphate de Beni Idir. Ils bloquèrent ainsi l'activité, ont immobilisé les trains et les cars. Ils n'ont quitté les lieux que le mardi après-midi.

Le jeudi 22, les victimes de l'arbitraire patronal, accompagnés de leurs famille, épaulés par des centaines d'habitant-e-s de Hattane, ont organisé une marche à laquelle ont participé plus de 3 000 personnes. Les forces de répression ont réagit violemment ce qui a provoqué une bataille rangée entre les victimes et les diverses forces de répression qui ont utilisé les bombes lacrymogènes, tiré en l'air... Résultats : 18 hospitalisations à Khouribga (8 ouvriers et 10 éléments des forces de répression), un commandant de la gendarmerie hospitalisé à Casablanca, 15 arrestations (13 ouvriers et 2 simples citoyens).

Aujourd'hui, la situation se dégrade, la région de Khouribga se militarise ; les prolétaires licenciés arbitrairement par l'OCP, les militants de l'Union locale des syndicats de l'UMT sont déterminés à aller de l'avant pour imposer une solution qui satisfait les victimes de l'arbitraire. Le Comité de Solidarité avec les Ouvriers de SMESI :

- dénonce l'entêtement de la direction de l'OCP,
- condamne la répression dont sont victimes les prolétaires,
- condamne la complicité de l'Etat avec son rejeton l'OCP,
- réaffirme sa solidarité avec les ouvriers de SMESI et avec l'Union locale de l'UMT,
- réaffirme sa solidarité avec les familles des 850 mineurs licenciés arbitrairement

Palestine : 4 militant-e-s de SUD Etudiant rendent compte...

Baptiste, Katia, Malika, Vivian, membres de Sud-Etudiant ont passé deux semaines en Palestine, pour une mission civile de solidarité. Le but principal est de pouvoir rendre compte de la colonisation, par l'écriture d'articles, l'exposition de photos, des conférences, etc. On peut contacter ces camarades, par le groupe Palestine de la commission internationale de Solidaires : solidaires-palestine@sud-sante.org

Le dimanche 4 avril, nous arrivons à l'aéroport de Tel-Aviv, où, comme le nom du lieu semble l'indiquer, les arabes ne sont pas les bienvenus. Après un contrôle d'identité au faciès, nous voici à la douane. L'un de nous

a le tort de porter un nom arabe. *Pourquoi êtes-vous là ? Où est né votre père ? En Algérie ... Quand l'Algérie était française.* Le regard désapprouvateur s'efface. Lui et la camarade présente à ses cotés n'osent pas demander que le tampon

du visa soit apposé sur un papier libre, plutôt que sur les passeports. Les deux qui le demandent se voient essuyer un refus agressif. La douanière n'est pas du genre à faire un effort pour que des jeunes, plus ou moins basanés, puissent voyager ensuite dans des pays arabes. Nous apprendrons le soir qu'un français né en Egypte a subi la veille quatre heures d'interrogatoire à cause de son origine suspecte.

Nous sommes peu après à Jérusalem-Est, capitale du futur Etat palestinien. Les termes « colonisations » et « apartheid » y prennent tout leur sens : tout d'abord, les troupes d'occupation de l'armée israélienne sont omniprésentes dans un territoire conquis par la force, au mépris du droit international et des résolutions de l'ONU. Ensuite, nous constatons que les bâtiments officiels, dont le Ministère de la « Justice » pululent en toute illégalité sur un territoire que tous les pays, hormis Israël, considèrent comme une colonie. Enfin, non contente de boucler la Cisjordanie pour que « la Pâque juive se déroule dans le calme », l'armée israélienne a décidé de restreindre l'accès de la Mosquée d'Al-Aqsa, qui cristallise un certain nombre de tensions. Cette provocation rappellerait-elle celle de Sharon, à l'origine de la seconde intifada ? Chacun jugera.

La droitisation de la société israélienne semble avoir décomplexé l'armée et les colons : Le quartier de Sheik Jarrah et plus particulièrement la rue Othman Ben Afan, offrent une preuve de l'ignominie inhérente au colonialisme. Depuis le mois d'août, les colons et l'armée occupent cette rue et ont chassé certains de ses habitants de leurs maisons. Le motif est que des familles juives y auraient habité avant la création de l'Etat d'Israël ... Plusieurs familles palestiniennes résistent. L'une d'entre elles voit quotidiennement, depuis le 2 décembre 2009, les militaires et les colons entrer chez elle. Les provocations sont constantes. Le plus souvent, les colons envoient courageusement leurs gosses fanatisés harceler les palestiniens.

Des associations internationales de solidarité se relaient pour garder une des maisons. Nous décidons de nous joindre à elles. Les militants anticolonialistes israéliens sont aussi très actifs dans l'organisation de cette Résistance. Parmi les pacifistes israéliens, des membres de Ta Ayjsh, association dont le but est de créer un lien entre juifs et palestiniens, ou encore les Anarchistes Contre le Mur. Le courage de ces personnes n'a d'égal que la haine qui habite les colons. Les enfants de ces derniers ne comprennent pas les « traîtres à leur patrie ». Comique de situation : Dans une discussion avec ces enfants, un anarchiste invoque le droit international pour démontrer que Jérusalem-Est est palestinienne, et ses jeunes interlocuteurs, répétant le discours haineux de leurs parents, disent se foutre des lois.

Evidemment, les persécutions de l'Etat sont féroces. Mikhaïl, militant anarchiste israélien, a été arrêté il y a quinze jours à son domicile. La même semaine, une centaine de militants a été interpellée dans une manifestation pour la paix. A l'heure où sont écrites ces lignes, un palestinien est toujours en garde à vue.

Les touristes qui fréquentent les musées de propagande, et dont certains sont assez méprisables pour se prendre en photo avec l'armée d'occupation, savent-ils tout cela ? Au mieux, certains remarquent que des enfants palestiniens travaillent, et que certains sont contraints de fouiller dans les poubelles ... En opposition au tourisme, une association israélienne organise des « excursions » dans la rue Othman Ben Afan pour que des militants internationaux puissent observer l'ignominie de la colonisation. Une vieille femme explique avoir été expulsée de son logement en 1948 et conserver précieusement la clef, comme elle garde maintenant le titre de propriété de la maison que les colons lui ont volée. Certains promettent d'écrire des articles sur le sujet. Ce sont des militants. Il n'y a pas de Justice pour les palestiniens.

Madrid, mi-mai : « nouons des alternatives » ...

Nous reprenons ici l'appel du réseau Amérique latine et Caraïbe « Enlazando alternativas » (Nouons des alternatives), pour un sommet alternatif des Peuples, à Madrid du 14 au 18 mai. Une délégation de l'Union syndicale Solidaires participera aux débats et aussi à la manifestation aux côtés des syndicats européens avec lesquels nous avons lancé « l'appel de Paris ».

En mai 2010, sous la présidence espagnole de l'Union Européenne, se réuniront à Madrid les Présidents et Chefs d'Etat de l'Union européenne, de l'Amérique latine et de la Caraïbe. **Le « vieux continent », transformé aujourd'hui en Europe du capital et de la guerre cherchera lors de ce nouveau sommet à impulser des politiques et des mécanismes destinés à favoriser le capital financier et les grandes transnationales à travers le saccage des ressources naturelles et la privatisation des services publics déguisés en promesses de développement.** Ce sommet se déroulera sous l'effet d'une crise financière, économique, environnementale et sociale qui a provoqué en Europe plus de chômage et de précarité et en Amérique latine plus de pauvreté et d'exclusion sociale.



En Europe, les mouvements sociaux et les organisations assistent à une avancée progressive des droites et à une attaque, de plus en plus tranchée et agressive, de l'ensemble des droits et conquêtes des travailleurs et des avancées économiques, politiques, sociales, culturelles et environnementales. La récente approbation du Traité de Lisbonne - obtenue anti-démocratiquement puisque sans la participation directe de la population - servira, entre autre, les intérêts des transnationales à travers les accords de libre commerce et la libéralisation des investissements, au mépris des droits des peuples et de l'environnement. L'Europe forteresse, militarisée, xénophobe, inhumaine, avec moins de services publics et plus de privatisations n'est pas notre Europe. A cette Europe du capital, de la guerre et des crises qu'elle génère, nous opposons la solidarité entre les peuples.

En Amérique latine et dans la Caraïbe, les résistances des mouvements sociaux continuent de se développer et, à côté de quelques gouvernements latino-américains, elles luttent pour défendre leur souveraineté et mener à bien, malgré les difficultés et les contradictions, de nouveaux projets politiques de changement social. Ces efforts sont attaqués lors d'actions criminelles comme le Coup d'Etat au Honduras, qui constitue une menace objective pour tout le continent. De même que l'arrivée de Barack Obama n'a pas provoqué un changement de politique des Etats-Unis pour la région – comme le montre l'installation de bases militaires en Colombie - l'Union européenne, alors même que nous fêtons le bicentenaire des Indépendances, attaque les processus d'intégration régionale, en utilisant comme figure de proue le gouvernement espagnol et ses transnationales. Sous couvert de coopération et développement avec les traités de libre commerce, les nouvelles caravelles de la reconquête ne cherchent qu'à consolider leur domination dans la région.

... Comme nous l'avons fait à Guadalajara au Mexique (2004), à Vienne en Autriche (2006) et à Lima au Pérou (2008), le Sommet Alternatif des Peuples « *Enlazando Alternativas 4* », du 14 au 18 mai 2010, servira à faire émerger de nouvelles convergences solidaires entre nos peuples, à renforcer les résistances populaires émergentes et à construire un espace politique et de mobilisation bi-régionale, et ce, malgré la criminalisation des mouvements sociaux ... Participons au Sommet Alternatif des Peuples, pour défendre la souveraineté des peuples, les droits humains, la démocratie participative, les droits syndicaux, des femmes, des peuples indigènes, la justice sociale, la défense de l'environnement, pour lutter contre le changement climatique et pour la paix, où que ce soit. Nous ne sommes pas invisibles, nous l'avons démontré. Comme disait Gandhi « *d'abord on t'ignore, ensuite on se moque de toi, puis on lutte contre toi et finalement c'est toi qui gagnes* »... Ils sont actuellement en lutte contre nous.

www.enlazandoalternativas.org

Amnesty : que cesse le harcèlement des militant-e-s sahraoui-e-s !

Amnesty International demande aux autorités marocaines de mettre un terme aux mesures de harcèlement et d'intimidation que subissent les militants sahraouis, alors que cinq des six militants incarcérés depuis octobre 2009 font une grève de la faim pour protester contre leur détention sans jugement. Amnesty International a lancé une « action urgente » que nous avons relayée.

Ces grévistes de la faim comptent parmi un certain nombre de militants sahraouis qui sont soumis à des mesures de harcèlement et d'intimidation depuis qu'ils se sont rendus dans des camps de réfugiés en Algérie gérés par le Front populaire pour la libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario), mouvement qui réclame l'indépendance du Sahara occidental et a constitué un gouvernement en exil autoproclamé. Plusieurs militants ont reçu des coups de matraques à l'aéroport de Laayoune mercredi 7 avril 2010 alors qu'ils regagnaient le Sahara occidental après s'être rendus dans les camps de réfugiés de Tindouf.

Sept militants sahraouis, dont les six grévistes de la faim, ont été arrêtés le 8 octobre 2009 à l'aéroport Mohammed V, à Casablanca, à leur retour des camps de Tindouf en Algérie. « *Nous sommes de plus en plus préoccupés par la santé de ces prisonniers, qui poursuivent leur contestation* », a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International. « *En fait, nous les considérons comme des prisonniers d'opinion, incarcérés pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression, et nous exhortons les autorités marocaines à les libérer immédiatement et sans condition.* »

Cinq de ces six détenus ont entamé une grève de la faim le 18 mars pour protester contre leur détention prolongée sans jugement. Le 6e s'est joint à ses codétenus le 5 avril. Bien qu'il s'agisse de civils, un tribunal militaire a statué qu'ils seraient jugés pour atteinte à la sécurité du Maroc, et plus particulièrement à son « intégrité territoriale ». **Six mois après leur arrestation, aucune date n'a encore été fixée pour leur procès.**

Les six grévistes de la faim sont incarcérés à la prison de Salé, près de Rabat, fort loin du Sahara occidental. Ceux qui observent une grève de la faim depuis le 18 mars seraient maintenant trop affaiblis pour quitter leur cellule et recevoir la visite de leur famille. Le 7e membre du groupe, la seule femme, a été libérée à titre provisoire en janvier pour raisons de santé.

Le 7 avril 2010, 11 autres militants sahraouis ont été assaillis par une foule scandant des slogans en faveur de l'administration marocaine du Sahara occidental alors qu'ils arrivaient à l'aéroport de Laayoune, de retour des camps de réfugiés de Tindouf. La foule les a accusés d'être des « traîtres », parce qu'ils prônent l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, annexé par le Maroc en 1975. Certains ont reçu des coups de matraques, devant des responsables marocains de l'application des lois qui se sont abstenus de toute intervention. Le 9 mars, un autre groupe de militants sahraouis récemment rentrés d'une visite à Tindouf ont été roués de coups par des responsables marocains de l'application des lois, qui ont recouru à une force excessive pour disperser une manifestation organisée à Laayoune en faveur de l'autodétermination du Sahara occidental.

Les Sahraouis sont arrivés du Sahara occidental dans les camps de réfugiés de Tindouf en 1975 et 1976, après l'annexion de ce territoire par le Maroc. Le gouvernement algérien estime à 165 000 le nombre de réfugiés accueillis dans ces camps. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) vient en aide à quelque « 90 000 personnes vulnérables dans les camps ». Un cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario est entré en vigueur en 1991.

www.amnesty.fr